INTERNATIONAL • GUERRE EN UKRAINE

Lâchés par Trump, les Européens cherchent la parade face à Poutine

La Conférence de Munich sur la sécurité, qui s'est tenue du 14 au 16 février, a vu se fracturer la relation transatlantique. En urgence, des dirigeants européens se réunissent lundi à l'Elysée

Par Sylvie Kauffmann (Munich [Allemagne], envoyée spéciale)
Publié hier à 05h30, modifié hier à 11h15 • Lecture 7 min.

Article réservé aux abonnés

Le vice-président américain J. D. Vance, lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, en Allemagne, le 14 février 2025. WOLFGANG RATTAY / REUTERS

Secoués, inquiets, révoltés parfois, les centaines de représentants de l'élite diplomatico-militaire européenne réunis à la Conférence de Munich sur la sécurité ont quitté la capitale bavaroise enneigée, dimanche 16 février, avec l'impression d'avoir vécu trois jours qui ont ébranlé le monde. Ou du moins leur monde, celui d'une relation transatlantique à toute épreuve, pilier du système international depuis la seconde guerre mondiale et qui, brutalement, paraît profondément fracturée. Le président finlandais, Alexander Stubb, a tenté de résumer ce sentiment par un clin d'œil à Lénine, auquel il a attribué cette phrase : *« Il y a des décennies où il ne se passe rien, et il y a des semaines où des décennies se produisent. »*

Lire aussi | En direct, guerre en Ukraine : après la Conférence de Munich, une réunion en urgence à l'Elysée pour discuter de la « sécurité collective » en Europe

C'est peu de dire, en effet, qu'entre l'Europe et les Etats-Unis, l'histoire s'est accélérée depuis une semaine. Lundi 10 février, dans une atmosphère déjà électrique depuis l'investiture du président Donald Trump, le 20 janvier, le vice-président J. D. Vance, invité à Paris, fait la leçon à l'Union européenne sur sa *« réglementation excessive »* de l'intelligence artificielle. Mercredi 12 février, Washington tire une première salve avec l'annonce d'un entretien téléphonique des plus cordiaux entre Donald Trump et le président russe, Vladimir Poutine : il s'agit de mettre fin à la guerre que ce dernier livre à l'Ukraine. Le dirigeant américain appelle ensuite son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, pour l'en informer.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Jeudi, le secrétaire à la défense de Donald Trump, Pete Hegseth, déclare à ses alliés à Bruxelles que les Etats-Unis ont des tâches plus importantes à remplir ailleurs. Il explique aussi, avant même que des pourparlers aient commencé avec Moscou, que l'Ukraine devra renoncer aux territoires conquis par la Russie et à l'idée de rejoindre l'OTAN. A Moscou, on applaudit.

« Un discours fasciste et antieuropéen »

Passablement déstabilisés, les ministres européens de la défense quittent Bruxelles pour Munich. Le pire est à venir. Vendredi, J. D. Vance assène à la Conférence une virulente diatribe sur la manière dont les Européens gèrent leur démocratie et, accuse-t-il, étouffent la liberté. *« Un discours fasciste et antieuropéen »*, commente un diplomate présent.

Lire aussi | A Munich, J. D. Vance déclare une guerre idéologique à l'Europe

Sans apporter la moindre réponse à la principale interrogation de l'assistance, à savoir comment l'administration Trump compte faire la paix en Ukraine, le vice-président refuse de rencontrer le chancelier allemand, Olaf Scholz, et préfère aller s'entretenir, en pleine campagne électorale dans le pays, avec la candidate du parti d'extrême droite Alternative für Deutschland, Alice Weidel. Une ingérence sans précédent aux allures de provocation : clairement, la guerre idéologique est déclarée. *« Ils veulent nous faire la peau et diviser l'Europe »*, confie le député chrétien-démocrate allemand Norbert Röttgen, un atlantiste de longue date.

Samedi, c'est au tour du général Keith Kellogg, émissaire de l'administration Trump pour l'Ukraine, de frapper. A ses interlocuteurs qui insistent *« rien sur l'Ukraine sans l'Ukraine, rien sur l'Europe sans l'Europe »* à la table des négociations, il finit par répondre : les Ukrainiens oui, les Européens non. L'affaire, assure-t-il, va être rondement menée, non pas en mois mais en *« jours et semaines »*. De fait, le soir même, les chefs des diplomaties russe et américaine, le russe Sergueï Lavrov et l'Américain Marco Rubio, s'entretiennent au téléphone. Et dimanche, les négociateurs américains et le secrétaire d'Etat étaient en route pour l'Arabie saoudite où ils devaient rencontrer, en début de semaine, M. Lavrov et une délégation russe.

Absence de visibilité sur le plan américain

Ni Ukrainiens ni Européens ne sont invités, mais l'idée d'un sommet Trump-Poutine en Arabie saoudite se dessine, au cas où un cessez-le-feu serait agréé. Soudain, l'hypothèse de la présence de Donald Trump aux côtés de Vladimir Poutine et du président chinois, Xi Jinping, sur la place Rouge à Moscou pour la traditionnelle parade de la victoire du 9-Mai ne semble plus relever du fantasme. Le

président américain évoque même l'idée de réintégrer la Russie dans le G7, dont elle avait été exclue en 2014 après l'annexion de la Crimée.

Ce n'est pas seulement cette accélération qui perturbe les Européens, c'est l'absence de visibilité sur le plan américain pour l'Ukraine – pour autant qu'il existe. Dans les couloirs à Munich, on compare la méthode de l'équipe Trump à des tactiques guerrières : *« inonder la zone »*, *« brouiller les pistes »*, *« tapis de bombes »*. Les contradictions accroissent la confusion. Il a fallu à peine vingt-quatre heures à Marco Rubio, par exemple, pour rectifier les propos du général Kellogg, dimanche sur la chaîne CBS : si, les Européens seront *« impliqués »* dans la négociation. A quel stade et sous quelle forme ? On n'en saura pas plus.

De ses conversations avec les dirigeants américains, Volodymyr Zelensky a conclu que leur plan pour mettre fin à la guerre n'était pas encore arrêté. Ils avaient bien un projet d'accord à lui présenter, mais sur un aspect un peu particulier : un contrat octroyant aux Etats-Unis les droits d'exploitation de terres rares en Ukraine, en dédommagement de l'aide fournie à ce pays. M. Zelensky a rejeté la proposition, estimant qu'elle n'était pas assortie de garanties de sécurité suffisantes.

Lire aussi | En Ukraine, l'enjeu des terres rares dans une négociation de paix

L'inquiétude règne donc sur le « deal » que M. Trump serait prêt à conclure avec M. Poutine. *« Un cessez-le-feu, ce n'est pas la paix »*, ont répété à Munich les dirigeants européens, dont plusieurs refusent de faire confiance au président russe. Pour eux, le danger est évident : si les moyens d'assurer *« une paix juste et durable »* ne sont pas garantis, Vladimir Poutine repartira à l'assaut de l'Ukraine dès que ses moyens le lui permettront. Et ne s'arrêtera pas là.

Sombre ironie, dimanche était l'anniversaire de la mort en prison de l'opposant russe Alexeï Navalny, dont l'annonce avait bouleversé la même Conférence de Munich le 16 février 2024. Sa veuve, Ioulia Navalnaïa, est revenue à Munich pour mettre en garde ceux qui seraient tentés de conclure la paix avec Vladimir Poutine : *« Il trahira. Il changera les règles au dernier moment et vous forcera à jouer son jeu. »*

L'environnement sécuritaire des Européens a basculé

Le chef de l'Etat ukrainien a, en tout cas compris, qu'il n'avait pas intérêt à mettre tous ses œufs dans le même panier. Samedi, il s'est efforcé de réveiller les Européens et de les convaincre de construire avec l'Ukraine la sécurité de l'Europe, voire des *« forces armées européennes »*, tout en ménageant Donald Trump : *« Je compte sur lui »*, assure-t-il.

C'est aussi tout le dilemme des Européens. Leur environnement sécuritaire a fondamentalement basculé – ils en sont enfin conscients. *« Là, nous avons vraiment affaire à une nouvelle ère,* a reconnu Friedrich Merz, le chef de l'Union chrétienne-démocrate et probable prochain chancelier allemand, en référence à la *Zeitenwende* (« nouvelle ère ») décrétée par M. Scholz quelques jours après l'invasion russe de l'Ukraine en 2022. *Cette semaine est la plus claire que nous ayons vécue. »*

La ministre lituanienne de la défense, Dovile Sakaliene, dit avoir remarqué *« un changement intéressant »* parmi ses homologues, *« tous un peu secoués »* : *« En l'espace de vingt-quatre heures, nous sommes passés de l'illusion que les Etats-Unis défendent l'Europe à la prise de conscience que nous allons devoir le faire nous-mêmes, avec l'aide des Etats-Unis. Et ça, c'est tout à fait différent. »* Notamment d'un point de vue budgétaire. Pour sa part, dans le *Financial Times*, le président du Conseil européen, Antonio Costa, évoque des *« négociations sur la nouvelle architecture de sécurité* [qui] *doivent prendre en compte que la Russie est une menace globale, pas seulement une menace pour l'Ukraine »*.

Comment assurer la défense de l'Europe quand on a si peu de moyens, faute d'avoir voulu voir la

tendance lourde du désengagement américain depuis plus d'une décennie ? Comment faire son deuil de la protection des Etats-Unis alors que celle de l'Europe n'est pas prête à prendre le relais et que la menace russe n'est pas écartée ?

Cette perspective, à laquelle il n'est plus possible d'échapper face à la brutalité de l'équipe Trump, est potentiellement dévastatrice pour l'unité de l'Europe. *« J'ai toujours pensé que les Etats-Unis pouvaient nous diviser davantage que la Russie ou la Chine »*, avoue un haut responsable à Bruxelles. Pour les pays les plus exposés, la tentation est immense de courtiser Donald Trump pour tenter de conserver des troupes américaines plutôt que de s'engager dans un sursaut européen.

Réunion des pays « capables et volontaires »

C'est pourtant ce sursaut qui est impérieux pour maintenir l'Ukraine en état de se défendre, y compris dans l'hypothèse d'un cessez-le-feu. Dans ce contexte, l'initiative française d'organiser à Paris, lundi, en urgence, une réunion au sommet des pays *« capables et volontaires »*, expression diplomatique désignant les plus déterminés mais aussi ceux qui peuvent fournir des capacités, a été bien accueillie à Munich. On sort des formats habituels européens pour éviter les blocages et associer le Royaume-Uni : cela fait partie du sursaut.

Lire aussi l'édito du « Monde » | L'Europe face à un défi historique

De quoi vont parler ces *« capables et volontaires »* – France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Pologne, Espagne, Pays-Bas, Danemark, ainsi que le président du Conseil européen, Antonio Costa, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte ? De ce qu'il est possible de mettre sur la table pour y revendiquer une place. Mark Rutte les y a encouragés : *« Imposez-vous dans le débat, pas en vous plaignant mais avec des propositions concrètes, comme les garanties de sécurité. »*

Les garanties de sécurité sont au cœur des discussions sur l'après-cessez-le-feu en Ukraine. Washington a mis ses partenaires européens au pied du mur en leur envoyant à chacun un questionnaire sur les capacités qu'ils peuvent apporter pour garantir la sécurité de l'Ukraine face aux forces russes en cas de cessation des hostilités. Outre des missions de surveillance du cessez-le-feu, l'envoi de troupes européennes sur place comme force de dissuasion, en arrière des troupes ukrainiennes protégeant la frontière, est une hypothèse envisagée comme garantie de sécurité, selon des sources proches des discussions. Les Français y sont prêts, les Britanniques aussi, a annoncé, dimanche soir, leur premier ministre, Keir Starmer.

Lire aussi | Guerre en Ukraine : les Etats-Unis n'entendent pas inviter l'Europe à la table des négociations

Cette hypothèse entraîne dans son sillage une série de questions cruciales : sur le nombre, sur leur gestion, sur la réaction qu'entraînerait une éventuelle attaque, sur le rôle que pourrait jouer l'OTAN même si l'Ukraine n'en est pas membre, et surtout sur l'équipement que seuls les Américains peuvent fournir pour appuyer un déploiement européen. Il est encore tôt pour traiter ces questions, disent les diplomates concernés : *« On n'en est qu'au début du début. »* Mais, dans la douleur, la dynamique du réarmement de l'Europe semble enclenchée.

Lire aussi l'entretien | Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN : « Nous devons nous assurer qu'un éventuel accord sur l'Ukraine soit durable »

Sylvie Kauffmann (Munich [Allemagne], envoyée spéciale)

Services *Le Monde* Découvrir

Calculez votre empreinte carbone et eau avec l'Ademe

Retrouvez nos derr
hors-séries, livres
du Monde